



# PROGRAMME DU PARTI

Version brève



## **Parti socialiste Suisse**

Spitalgasse 34

Case postale | 3001 Berne

Téléphone 031 329 69 69

Téléfax 031 329 69 70

[www.pssuisse.ch](http://www.pssuisse.ch)

Conception : Atelier Bläuer, Berne

© 2013

Parti socialiste suisse  
Version brève du Programme du parti

# **POUR UNE DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE D'ORIENTATION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE**

approuvé par le Congrès de Lausanne des 30 et 31 octobre 2010  
et de Lugano du 8 septembre 2012



CURIA CONFOEDERATIONIS HELVETICAE

1298

1298

# **NOS VALEURS FONDAMENTALES : LIBERTÉ – JUSTICE – SOLIDARITÉ**

Liberté, justice et solidarité sont les valeurs fondamentales du socialisme démocratique. Elles reprennent la promesse révolutionnaire des Lumières (liberté, égalité, fraternité) qui reste inachevée aussi longtemps que la liberté ne signifie que la liberté des possédant-e-s.

## **1. Liberté**

Seule une société qui accorde des libertés égales à chacune et à chacun est une société libre.

Le PS défend les droits fondamentaux, notamment les libertés de conscience, de religion, d'expression, de la presse, de réunion et d'association.

A l'irrationalisme et au fondamentalisme religieux, le PS oppose un modèle de société pluraliste dans un État laïc.

## **2. Justice**

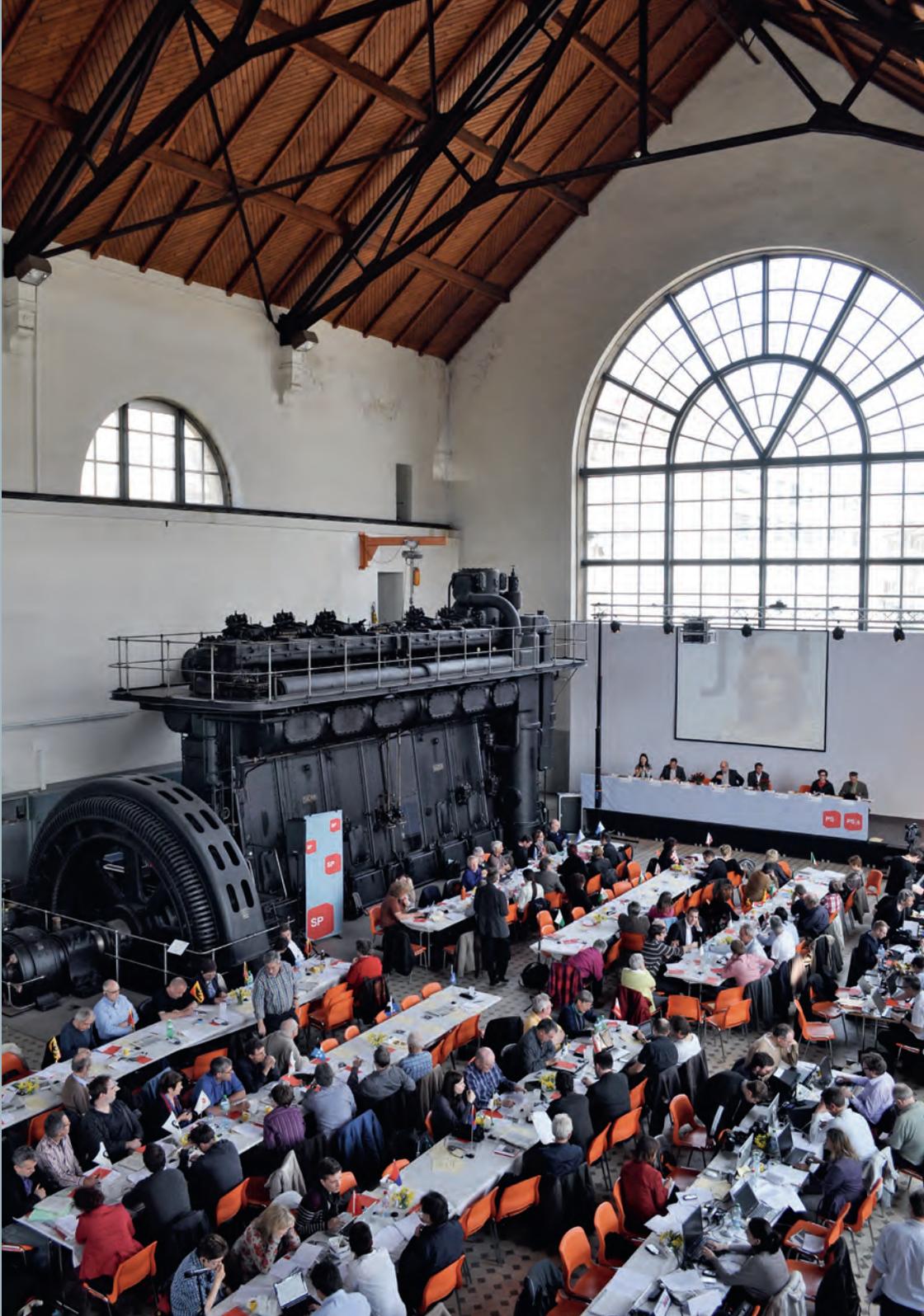
L'égalité signifie non seulement l'égalité des droits mais aussi l'égalité sociale réelle entre les individus. Le droit au travail, à la formation, à la santé, au logement et au minimum vital doivent être développés jusqu'à devenir des droits fondamentaux que l'on peut faire valoir en justice.

Chaque être humain est égal en dignité et doit par conséquent disposer des mêmes opportunités dans la vie, indépendamment de son sexe, de sa race, de sa religion de son orientation et identité sexuelles, de son origine, de sa nationalité, ou de son handicap.

## **3. Solidarité**

Une politique solidaire prend le parti des opprimé-e-s, des exploité-e-s, des membres les plus faibles de la société et de la nature. Le PS milite pour une politique qui profite à toute notre société plutôt qu'à une poignée de privilégiés. La solidarité se décline en trois axes: la solidarité au sein de notre société, la solidarité internationale et la solidarité avec les générations futures.





# NOTRE VISION – LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

Nous, socialistes, avons une tradition visionnaire. Notre vision est le socialisme démocratique. Il repose sur nos valeurs fondamentales, respecte la dignité de l'être humain et vise à le libérer de toute exploitation, oppression et détresse. La démocratisation de tous ce qui est démocratisable dans notre société est le véritable cœur du socialisme démocratique.

## **1. La démocratisation de l'économie**

Le Parti socialiste n'accepte pas de considérer le capitalisme comme la fin et encore moins comme l'aboutissement de l'histoire humaine. Il a toujours envisagé un ordre économique différent qui irait plus loin que le capitalisme, le dépasserait par la démocratisation de l'économie et le laisserait enfin derrière lui.

Le capitalisme globalisé entraîne une régulation de la politique par l'économie, alors que c'est la démocratie politique qui devrait réguler l'économie. Les états perdent du pouvoir, la démocratie cède du terrain, l'aspiration personnelle au profit maximal prend le pas sur le souci du bien commun ; la privatisation des biens publics s'accélère. L'économie autoritaire met en danger la démocratie politique. Le modèle capitaliste de production actuellement dominant sollicite de manière excessive la capacité biologique de la planète.

Nous ne voulons pas que l'être humain soit au service de l'économie, mais que l'économie soit au service de l'être humain. Nous voulons libérer les gens d'un travail salarié aliéné et aliénant et supprimer la discrimination dont les femmes font l'objet. Nous voulons une économie qui soit au service de la qualité de la vie, qui préserve les bases naturelles de la vie et qui favorise la cohabitation harmonieuse de toutes et tous au sein d'une société fondée sur la liberté et la démocratie.

## **2. Un nouvel ordre de la propriété et un nouveau droit foncier**

Le cœur de la démocratisation de l'économie est la démocratisation de l'ordre de la propriété. En effet, les grandes entreprises disposent d'un pouvoir trop important dans la société et les groupes internationaux se soustraient toujours plus aux régulations nationales.

Le PS ne veut pas supprimer toute propriété personnelle et d'usage. Il prône un ordre de la propriété différent, qui assume des devoirs envers la société, tout en étant écologiquement et économiquement fonctionnel.

Une démocratie économique signifie notamment que le sol doit appartenir aux pouvoirs publics, aux coopératives agricoles, aux coopératives de construction d'intérêt public et aux personnes qui l'utilisent pour leurs propres besoins.

### **3. Un monde juste et pacifique**

Le socialisme démocratique ne saurait exister sans un ordre mondial juste et pacifique. Il est inacceptable que les marchandises soient concurrentielles lorsqu'elles sont produites par le travail forcé, le travail des enfants, un travail sous-payé ou effectué dans de mauvaises conditions ou encore au détriment de l'environnement naturel sans compensation. Nous voulons une économie mondiale dont profitent aussi bien les habitant-e-s des pays industrialisés que celles et ceux des pays du Sud.

Le PS milite en faveur de la suppression de l'armée suisse. En attendant d'atteindre cet objectif, l'armée suisse doit être massivement réduite et transformée. Notre vision est celle d'un système collectif de sécurité sous la direction de l'ONU, qui veillerait à assurer l'absence de violence et la sécurité humaine. L'objectif est la suppression de toutes les armées et leur remplacement par des troupes internationales de maintien de la paix.

### **4. Utilisation durable des ressources non renouvelables**

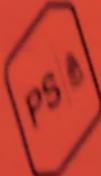
Le système actuel de production exploite de manière destructive aussi bien les travailleurs et les travailleuses que la nature. Il doit être transformé en un cycle fermé dans lequel ce que l'on considère aujourd'hui comme des déchets seront utilisés comme matières premières pour de nouveaux processus de production. Le but est le partage équitable des ressources : personne ne doit consommer davantage que les ressources auxquelles les autres ont droit aujourd'hui et que celles dont devront pouvoir aussi bénéficier, demain, les générations suivantes.

La transformation sociale et écologique de notre système de production devra permettre la création d'emplois de meilleure qualité et une meilleure satisfaction des besoins humains à l'échelle de la planète.





Carte de vote



Congrès national  
2011

Nom du collègue de la commission

Signature

# NOTRE VOIE

## 1. Pour une démocratie économique d'avenir

La démocratie économique peut être atteinte par différentes voies. Par exemple : le maintien du service public et son élargissement, y compris au niveau global ; le développement des coopératives dans les domaines de la production, des services et du logement ; un droit de participation des travailleuses et travailleurs au moins égal à celui des détenteurs du capital dans les grandes entreprises sur le plan national et international ; une transformation de la société anonyme en une entreprise autogérée aux mains du personnel ; l'utilisation des investissements des caisses de pension pour la transformation sociale et écologique de l'économie ; la démocratisation des institutions politiques internationales dont la fonction est de piloter l'économie.

Sur la voie de la démocratie économique, le PS demande un droit du sol qui mette fin à la spéculation et qui confisque par l'impôt les rentes foncières indues. Il faut promouvoir les coopératives d'habitation, avec l'objectif qu'elles représentent 10 % du marché du logement d'ici à 2020, soit le double d'aujourd'hui.

Dans ce nouvel ordre économique le marché aura toujours une tâche à remplir. Pour cela, la société devra piloter les marchés par le biais de la politique, leur poser des garde-fous, leur fixer des objectifs et les guider sur une voie qui permette d'augmenter la qualité de la vie et la protection de la nature. En outre, pour le PS, il est évident que les bases fondamentales de la vie que sont l'eau, l'air et dans un sens plus large les grandes étendues de terrain (forêts, lacs, montagnes, etc.) ne doivent en aucun cas être soumises à l'économie de marché.

## 2. Améliorer la qualité de la vie par la politique sociale

Au cours des deux dernières décennies, l'écart entre riches et pauvres a continué à se creuser. Le PS veut renverser cette tendance, mettre le système fiscal au service d'une redistribution équitable des richesses et faire reposer le nouvel ordre de la propriété sur ses devoirs envers la société.

Celles et ceux qui travaillent à temps complet doivent pouvoir vivre de leur salaire. Pour y parvenir, il faut introduire un salaire minimal légal garanti, couvrant les besoins de base.

Il faut viser un regroupement de toutes les assurances destinées à compenser temporairement la perte de gain dans une seule assurance générale du revenu (y compris pour la parentalité). Dans la prévoyance-vieillesse, il faut renforcer le poids de l'AVS par rapport au deuxième pilier, afin que cette assurance sociale remplisse enfin son mandat constitutionnel qui est de permettre une vie décente après la retraite.

Subsidiairement à l'assurance générale du revenu et au salaire minimal couvrant les besoins essentiels, il faut introduire une protection de base garantissant que celles et ceux qui ne fournissent pas de travail salarié au sens traditionnel puissent également vivre dans la dignité.

L'accès à des soins de santé de bonne qualité fait partie intégrante du service public et doit être garanti également pour toutes et tous, indépendamment de l'âge, d'un handicap, du sexe, du revenu, de l'origine et du statut de séjour, en fonction des besoins spécifiques à chaque tranche d'âge et dans le respect du droit à l'auto-détermination des personnes concernées. Cela implique une assurance de base obligatoire avec un catalogue de prestations couvrant les besoins de la population. Le financement de l'assurance maladie doit se faire en fonction du revenu. Avec une caisse publique d'assurance-maladie, le PS veut faire cesser la pseudo-concurrence entre les caisses maladie privées qui s'arrachent les bons risques ; il faut améliorer la qualité des soins, en particulier pour les personnes âgées, les malades chroniques et les personnes handicapées.

### **3. Façonner l'avenir par la formation, la recherche et la culture**

La formation est une valeur essentielle, et le droit à la formation est un droit humain fondamental. Les personnes les mieux formées sont mieux à même de résister aux fluctuations et aux aléas du marché du travail. Nous refusons la vision strictement économique de la formation et insistons, au contraire, sur sa mission émancipatrice ainsi que sur l'importance fondamentale pour notre civilisation d'une culture générale « sans but précis ». La formation constitue une condition indispensable à une participation active à la démocratie politique et économique. La recherche et l'innovation constituent un fondement essentiel du progrès et du bien-être. Elles jouent aussi un rôle-clé dans la transformation sociale et écologique de l'économie que nous revendiquons.

Pour le PS, la formation fait partie intégrante du service public. Chacun-e doit pouvoir accéder librement à la formation tout au long de sa vie. La perméabilité des filières doit être garantie à tous les échelons. Nous voulons développer la garde extrafamiliale des enfants, les offres préscolaires et parascolaires, les écoles à horaire continu, un système scolaire intégratif, le système des bourses d'études, le droit à l'apprentissage et le droit à la formation continue pour les adultes peu formés.

Le système dual de formation est un élément clé pour la réussite de l'intégration au monde du travail et doit être renforcé. Ce système dépend toutefois largement de l'ampleur de l'offre de places d'apprentissage. Les filiales d'entreprises internationales et les secteurs économiques sans tradition de formation professionnelle doivent eux aussi contribuer à l'offre de places d'apprentissage.

Il faut accroître la promotion d'une science et d'une recherche orientée internationalement et soucieuse d'éthique. La liberté de l'enseignement et de la recherche sont plus importantes que les demandes des entreprises. Les sciences humaines, les arts et la culture font aussi partie intégrante de la société du savoir et doivent être soutenus au même titre que les sciences techniques.

### **4. Renforcer la démocratie et l'État de droit**

L'État de droit démocratique représente pour le PS un élément constitutif irremplaçable d'une bonne société. Nous pensons que la démocratie directe est la forme de pouvoir la plus appropriée pour la Suisse, et nous la défendons énergiquement contre ceux qui la jugent inefficace, trop lente ou même dépassée

Autant la forme démocratique de l'État nous tient à cœur, autant il nous importe aussi

de nommer ses limites, car même la majorité n'a pas le droit de tout faire. La démocratie trouve ses limites dans les droits humains et dans le droit international. L'État de droit doit être renforcé par l'institution d'une juridiction constitutionnelle.

Toutefois, la démocratie directe doit elle aussi être démocratisée, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas devenir une chasse gardée du capital et des organisations qu'il soutient généreusement. C'est pourquoi le PS réclame non seulement un financement public des partis, mais aussi la transparence de ce financement. Pour que la démocratie soit vraiment vivante, chacune et chacun doit avoir le même accès à l'opinion publique, indépendamment de ses moyens financiers.

Les instruments de la démocratie directe doivent être affinés. Il faut introduire un droit d'initiative au niveau législatif, afin que la Constitution ne se perde pas dans les détails. Il faut également introduire un référendum constructif, pour pouvoir non seulement refuser mais aussi améliorer les lois. Et nous devrions créer une nouvelle forme d'initiative populaire qui permettra au peuple de donner des mandats concrets au Conseil fédéral dans le domaine de la politique étrangère.

Nous voulons conférer le droit de vote et d'éligibilité aux migrant-e-s établi-e-s dans le pays et faciliter les procédures de naturalisation, en particulier pour les personnes qui vivent depuis longtemps en Suisse ou qui y sont nées. Il faut aussi accorder le droit de vote aux jeunes dès 16 ans.

## **5. Pour des institutions fortes en Europe et dans le monde**

L'Union européenne est le lieu où se construit la politique européenne aujourd'hui et à l'avenir. Il est certain que les nombreux accords bilatéraux conclus entre la Suisse et l'UE ont apporté à la Suisse davantage de liberté, de sécurité et de bien-être. Mais il apparaît toujours plus clairement que la voie bilatérale devient plus étroite et plus ardue. La reprise des règles européennes, appelée, par euphémisme, « reprise autonome », n'est rien d'autre en réalité qu'une perte rampante de souveraineté. Cette perte insidieuse de souveraineté de la Suisse ne peut être compensée que par le gain de souveraineté qui résultera de l'adhésion en tant que membre à part entière de l'UE.

La Suisse doit s'engager pour que le processus d'intégration européenne continue de progresser et que l'UE évolue pour devenir une grande union sociale et économique, pour se démocratiser et pour maintenir et approfondir un service public répondant aux besoins de la population. Cela présuppose l'adhésion à l'UE.

La Suisse doit assumer sa responsabilité sur le plan international, et travailler cinq champs d'action politiques prioritaires : le commerce équitable des biens et des capitaux, le développement, la protection du climat, la régulation des marchés financiers et la bonne gouvernance des états. La part de l'aide publique au développement doit dépasser 0,7 % du revenu national brut.

La Suisse doit s'engager pour l'ancrage des standards sociaux, écologiques et en matière de droits humains dans les accords économiques multilatéraux et bilatéraux et agir activement contre l'évasion fiscale, en particulier en provenance des pays en développement. Les régulations multilatérales doivent toujours avoir la priorité sur les régulations bilatérales.

Il faut introduire une surveillance des flux de capitaux pour empêcher les spéculations contre des états, ainsi qu'une taxe sur les transactions financières, qui peut

être lancée sur le plan régional dans un premier temps et contribuera également à la stabilité du système financier international.

Le PS est favorable à ce que des institutions actives au niveau global et démocratiquement constituées soient dotées de compétences réelles de législation et d'application du droit, afin que les marchés ne soient pas seuls à être globalisés, mais que la justice et la durabilité le soient aussi.

## **6. Concrétiser l'idée de durabilité**

Pour ne pas aggraver le réchauffement climatique, il faut impérativement réduire la consommation d'énergie par personne au tiers de ce qu'elle est actuellement, c'est-à-dire à 2000 watts, et diminuer les émissions de gaz à effet de serre de 80%. Le PS lance une offensive en faveur des technologies propres (cleantech) dans le but de couvrir à long terme les besoins énergétiques de la Suisse entièrement au moyen d'énergies renouvelables. Dans une première étape, les besoins devront être couverts, au moins pour moitié, par les énergies renouvelables d'ici à 2030. Cela permettra de créer des emplois, d'augmenter la qualité de vie, de rapatrier de la valeur ajoutée et des bénéfices en provenance des multinationales de matières premières vers des PME suisses.

La Suisse jouit d'un système de transports publics d'une densité et d'une qualité uniques en Europe. Nous ne pourrions résoudre le problème de la surcharge du trafic sur les routes que par une diminution du trafic individuel, la promotion de la mobilité douce et un développement massif des transports publics. La vérité des coûts doit s'appliquer également dans le domaine du trafic aérien. En outre, l'habitat et le lieu de travail devraient à nouveau se rapprocher. La densification des constructions doit s'opposer à l'évolution incontrôlée de l'habitat dans l'espace.

## **7. Réaliser une société juste et sociale par l'égalité entre femmes et hommes**

Les acquis de l'égalité entre femmes et hommes sont considérables. Il n'en reste pas moins que nous sommes toujours très éloignés d'une vraie égalité. Aussi longtemps que les femmes investiront une part beaucoup plus importante de leur force de travail dans le travail non-payé pour la famille ou pour les enfants, elles resteront exclues des positions supérieures. La féminisation de l'emploi s'accompagne d'une féminisation de la pauvreté. Le principe «à travail égal, salaire égal» est une priorité : dans un laps de temps à définir, tout employeur, en Suisse, devra prouver qu'il verse des salaires non discriminatoires.

Le temps de travail calculé sur toute la vie doit être aménagé de telle manière qu'il reste du temps aux hommes et aux femmes pour entretenir la cohésion sociale dans notre société et pour répartir plus équitablement le travail non rémunéré.

Les impôts doivent être réaménagés dans le sens d'une imposition individuelle, afin de mettre sur pied un système fiscal indépendant de l'état civil.

La participation politique des femmes est encore loin d'être consolidée en Suisse. Il faut des conditions-cadres claires sur le plan légal, des programmes et des agendas pour augmenter la proportion des femmes dans la politique, dans l'administration et dans les autres positions publiques.

